



Qatar : Un rebut de luxe pour recyclage haut de gamme (Partie1/2)

Par [René Naba](#)

Mondialisation.ca, 05 février 2010

[Le blog de René Naba](#) 5 février 2010

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Économie](#)



L'effondrement économique de la principauté de Doubaï, à l'automne 2009, a fait craindre un effondrement cumulatif des autres pétromonarchies du Golfe, par effet de domino, jetant le doute sur la viabilité de ces émirats mirages, attisant la méfiance à l'égard de la finance islamique que les pays occidentaux souhaitent attirer en vue de dynamiser leurs économies convalescentes.

Parmi ces émirats mirages à forte attractivité, à l'existence aléatoire, le Qatar fait en France l'objet d'un engouement à la mesure de la projection fantasmagorique qu'il propulse dans l'imaginaire du landerneau politique, souvent en méconnaissance de cause.

Tout le monde en parle mais très peu en connaissance de cause d'un pays sans doute l'un des rares au monde à être davantage connu pour ses installations que pour ses réalisations, son histoire ou sa géographie, ses belles lettres ou ses beaux-arts.

Désigné au choix, comme le pays d'Al Jazira ou du CENTCOM, le lieu d'exil des indésirables arabes, Qatar est à la fois tout cela et bien plus.

Siège du nouveau Quartier Général du «Central command» américain, le commandement du théâtre des opérations allant de l'Afghanistan au Maroc, et de la chaîne transfrontière arabe «Al-Jazira», Qatar fait cohabiter sur son sol, dans l'harmonie la plus discrète, la famille de l'ancien président irakien Saddam Hussein, le prédicateur islamique Youssef Al-Qaradawi, un des grands officiants de la chaîne transfrontière, et une discrète mission commerciale israélienne, assumant avec bonheur sa fonction de rebut de luxe pour recyclage haut de gamme.

Important producteur de pétrole et membre de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), le Qatar a refusé d'adhérer à la Fédération des Emirats arabes Unis. Il gère de ce fait pour son propre compte de fabuleuses richesses. L'engouement de la classe politique française à son égard est comparable à celui qui prévalait à l'égard de l'Irak de Saddam Hussein du temps de sa splendeur et de l'avidité de ses interlocuteurs français,

durant les décennies 1970-1980.

Là s'arrête la comparaison. Entourée par l'Arabie saoudite au sud et le golfe arabo-persique au nord, cette minuscule principauté de 11 427 km² peut être menacée, jamais menaçante, toujours alléchante.

L'Emir de Qatar est à Nicolas Sarkozy ce que Rafic Hariri était à Jacques Chirac, une béquille financière

Distinction rarissime, son Emir, Hamad bin Khalifa Al Thani, qui dirige le pays depuis 1995, est l'unique dirigeant arabe -et sans doute de la planète- à avoir bénéficié de l'extraordinaire privilège de co-présider à deux reprises, deux années consécutives (2007-2008), la prestigieuse parade militaire du 14 juillet, la fête nationale française. Sans doute pour les menus et multiples services rendus à la diplomatie française: Lubrification des négociations visant à la libération des infirmières bulgares de Libye, intercession dans les transactions visant à la libération du soldat israélien Gilad Shalit, captif du Hamas, intermédiation dans le conflit libanais visant à l'élection d'un nouveau président, implication dans le rapprochement syro-libanais et franco-syrien.

Entre la France et le Qatar, l'histoire, il est vrai, est ancienne, dont le mérite revient, contrairement aux apparences, non à Nicolas Sarkozy qui n'en est que l'ultime bénéficiaire ostentatoirement tapageur, mais à William Kazan, l'homme d'affaires libanais à qui il convient de rendre cette justice (1). Pour dire vrai d'ailleurs, le Qatar est à la France sous Nicolas Sarkozy ce que le milliardaire libano saoudien, l'ancien premier ministre Rafic Hariri, l'a été sous la mandature présidentielle de Jacques Chirac, avant que le premier ne périsse dans un attentat dont on commémore le 5eme anniversaire ce 15 février et que le second, seul président français à comparaître depuis le Maréchal Philippe Pétain en 1945-46, ne soit traduit en justice pour une affaire en rapport avec l'argent illicite... Une béquille financière, camouflée par l'adoubement du prince arabe d'un rôle honorifique de missi dominici convivial et bienveillant. C'est ainsi du moins que l'Emir du Qatar apparaît à bon nombre d'observateurs.

Le parrainage financier arabe paraît d'ailleurs être une spécificité des présidents post gaullistes à en juger par le nombre des dirigeants français ayant recours à de telles pratiques: Chirac Hariri, Sarkozy Hamad bin Khalifa, auparavant Valéry Giscard d'Estaing et l'Empereur Jean Bedel Bokassa de Centrafrique, un tandem passé à la postérité pour ses prestations diamantaires.



William Kazan comme l'ancien premier ministre libanais assassiné Rafic Hariri, l'homme lige des saoudiens, de même que le bijoutier Robert Mouawad, appartiennent à cette race de Libanais dont la fortune, fabuleuse, s'est faite au prix d'une abnégation sans failles à l'égard des familles dirigeantes des pétromonarchies du Golfe.

Entre William Kazan et Rafic Hariri, ces deux êtres au parcours similaire, se pose toutefois le problème de la doublure. Qui est le double de l'autre, qui est la copie conforme de l'autre? Sur Hariri, William Kazan avait un double avantage: l'antériorité dans le circuit de la prestation de services et une dignité d'ambassadeur de par sa situation de compagnon de fortune, puis d'infortune, de l'ancien Emir de Qatar.

Tel un mauvais conte de fées, cet émir, Cheikh Khalifa Bin Hamad Al-Thani, régna sur sa principauté pendant près de vingt ans, avant d'être déboulonné par son propre fils, l'actuel prince. Brutus n'est pas le monopole de Rome, il s'en trouve de cas semblables à l'ombre des derricks (2).

Ami de la France, heureux propriétaire d'un fabuleux et convoité gisement gazier offshore North-Dome, Cheikh Khalifa, grand seigneur, gratifiera son dévoué serviteur du titre envié d'ambassadeur itinérant du Qatar en Europe occidentale, avec compétence sur une douzaine de pays et sur une multitude de fournisseurs multiformes, au moment où Rafic Hariri figurait sur la liste diplomatique saoudienne à Paris en tant que 3^{me} secrétaire.

A sa luxueuse résidence de l'avenue Montaigne à Paris, William Kazan, bijoutier de son état, sera aussi scintillant que resplendira l'état de grâce de son mentor du Qatar. L'éviction du souverain entraînera pour William Kazan et la perte de son immunité et la fin de son impunité.

Il se retrouve quelque temps en prison pour une sombre histoire de galantes compagnies, une fâcheuse affaire opportunément mise à jour qui comble d'aise le nouveau monarque qatariote, une heureuse coïncidence qui permet à la France, terre d'asile de son père, de rentrer dans les bonnes grâces du filial successeur. Ténébreuse affaire qui permis du coup au milliardaire libano-saoudien Rafic Hariri, fort de son amitié avec le président Jacques Chirac, d'éliminer son rival en affaires William Kazan.



Par une cruelle ironie du destin, les deux préposés pétro monarchiques mourront la même année en 2005, à six mois d'intervalle, Rafic Hariri de mort violente, dans un attentat le 15 février, William Kazan, de cancer, en Août, le même mois qui vit la mort du Roi Fahd d'Arabie et l'élection à la tête de l'Iran de Mahmoud Ahmadinejad.

Depuis lors, la lune miel se poursuit sans accroc. En France, rien n'est refusé à l'Emir ni l'Hôtel Lambert (3), ni l'Hôtel Raphaël à Paris, ni un deuxième Hôtel particulier, rue de Courcelles, à deux pas de l'Élysée, ni une superbe résidence d'été à Chateauneuf-de-Grasse dans les Alpes Maritimes, qui offre un beau panorama jusque dans la baie de Cannes. Détenteur de 25 pour cent du capital de la Société fermière du casino municipal de Cannes, Qatar est également devenu le partenaire titre de la célèbre course hippique du Prix de l'Arc de triomphe et le deuxième actionnaire du groupe Vinci.

De son côté, Qatari Diar, un fonds d'investissement possédé à 100% par Qatar Investment Authority, le fonds souverain du Qatar, est engagé dans des négociations exclusive avec Cegelec (ancienne filiale d'Alcatel), pour le rachat de ce poids lourd spécialisé dans les services liés à l'énergie, à l'électricité et la rénovation des caténaires ferroviaires au Maroc. Qatari Diar est très présent sur le plan international, au Maroc, en Egypte et dans tout le Moyen-Orient, mais aussi en Grande-Bretagne, dans l'immobilier, comme dans le quartier de Canary Wharf à Londres.

En retour, La France dispose au Qatar d'une école de gendarmerie et d'une duplication de l'Ecole Saint-Cyr, l'académie chargée de former les officiers supérieurs des Emirats. Une école qui compte déjà à son crédit la formation du Prince héritier qatariote. Parmi les autres bénéficiaires de l'hospitalité du Qatar figurent la sœur de Rachid Dati, ancien ministre français de la justice, affectée au service du patrimoine, une structure placée sous l'autorité

de l'épouse de l'Emir du Qatar, Cheikha Mozah, fraîchement élue membre de l'Académie des beaux-arts de France.

Il en est de même de l'ancien directeur controversé de Reporters sans frontières (4), Robert Ménard, pour la présidence d'une problématique fondation pour la défense de la liberté de la presse, qu'il désertera au bout d'un an, devant son peu de poids face à la structure parallèle mise sur pied par un authentique homme de terrain qui a donné au journalisme ses lettres de noblesse, le photographe Sami al-Hajj, de la chaîne al-Jazira, ancien pensionnaire du bagne de Guantanamo, fondateur du «Guantanamo Center», chargé de combattre les atteintes à la liberté de la presse.

Seule fausse note à ce tableau idyllique, la tentative de mise sur pied, en mars 2009, d'un «CRIF musulman», une structure de l'Islam laïc en France, à l'initiative d'une sous-préfète, Malika Benlarbi, sur suggestion du conseiller présidentiel Henri Guaino. La tentative tourna court par suite de la protestation du Conseil Français du Culte Musulman (CFCM), qui y a vu une «ingérence dans les affaires intérieures françaises» et une menace directe à sa représentativité.

Le balancement est constant dans l'Emirat, au point que certains jugent cette dualité comme relevant de la duplicité, la caution de desseins inavoués: Il en est ainsi du duo CENTCOM /al-Jazira. Il en est de même avec la France: L'amitié avec Sarkozy a permis au président français d'éradiquer toute sensibilité pro arabe au sein de l'administration préfectorale et du dispositif audiovisuel français et la promotion concomitante de personnalités notoirement pro israéliennes.

La liste est longue qui va de Bernard Kouchner (Quai d'Orsay), flamboyant ministre des Affaires étrangères à ses débuts contraint à une honteuse normalisation avec le génocidaire du Rwanda, Paul Kagamé, dans la foulée des révélations sur ses connections affairistes avec les dictateurs africains, à Dominique Strauss Khan (FMI), qui se demande à chacun de ses réveils ce qu'il peut bien faire pour Israël et non à la France dont il porte la nationalité, à Arno Klarsfeld (Matignon), réserviste de l'armée israélienne, à Pierre Lellouche (Affaires européennes), à François Zimmeray, ancien vice-président de la commission d'études politiques du CRIF, Ambassadeur pour les Droits de l'homme, en passant par Christine Ockrent (pôle audiovisuel extérieur), Philippe Val (France inter), et à la toute dernière recrue Valérie Hoffenberg, directrice pour la France de l'American Jewish Committee, représentante spéciale de la France au processus de paix au Proche-Orient.

Une promotion accompagnée parallèlement de la mise à l'écart de Bruno Guigue (administration préfectorale), de la mise à l'index de l'universitaire Vincent Geisser et de l'éviction de Richard Labévière (Média) ainsi que de Waheeb Abou Wassil, seul palestinien du dispositif médiatique extérieur.

Il en est de même sur le plan international. Se plaçant à la pointe du combat pour la défense des causes arabes, le Qatar, en vertu du principe du balancement politique, est l'un des rares pays arabes à abriter néanmoins une discrète mission commerciale israélienne.

L'Emir du Qatar sera ainsi le premier dirigeant arabe à se rendre au Liban dès l'annonce du cessez le feu libano israélien, en Août 2006, prenant à sa charge la reconstruction de localités du sud Liban détruites par les Israéliens. Et la principauté sera aussi le pays hôte du sommet arabe pour l'aide à la reconstruction de Gaz. Mais malgré ses largesses et l'hospitalité d'Al-Jazira aux voix discordantes arabes, l'Emir sera contraint dans la foulée du

sommet de Doha de fermer la mission israélienne à la suite de la destruction de l'enclave palestinienne par les Israéliens en janvier 2009, sous peine d'accusation de duplicité.

Al-Jazira, observe, elle, une retenue à l'égard du pays hôte, qu'elle n'a jamais interrogé ni sur la présence sur son sol de la mission commerciale israélienne, ni sur celle du Quartier Général du «Central Command» américain, ni sur la propulsion de personnalités pro-israéliennes dans les principaux rouages de l'administration diplomatique française. Une retenue semblable à la déférence témoignée par des vecteurs occidentaux à l'égard de leur gouvernement respectif, notamment la chaîne «Fox» à l'égard de l'administration Bush jr ou les chaînes publiques ou privées françaises à l'égard du pouvoir politique en France

L'honneur est sauf, au prix de quelques aménagements avec la liberté d'expression. Il permet au Qatar, par son amitié affichée avec la France, sans passé colonial dans la zone, de faire la démonstration de son indépendance tant vis-à-vis du grand frère saoudien, que du pesant tuteur américain, que de l'Irak ou de l'Egypte. Un exercice de saltimbanque qui lui permet de flirter, sans risque, avec l'Iran, contigu au champ gazier off shore du Qatar, et les autres bêtes noires de l'Occident -le mouvement islamique palestinien Hamas, le mouvement chiite libanais Hezbollah-, tous les contestataires à l'ordre hégémonique israélo américain sur l'espace arabe, mais dans les limites des règles du jeu imposé par son protecteur américain, sous peine de retour de bâton, comme en témoigne la tentative de déstabilisation d'Al Jazira lors de l'invasion américaine de l'Irak en 2003.

A suivre.

Références

1. CF «Rafic Hariri, un homme d'affaires premier ministre» de René Naba Editions l'Harmattan 2000 notamment le chapitre V «Les ombres du passé».
2. Le coup d'état de 1995 porte en lui de forts relents pétroliers. British Petroleum qui avait commis l'erreur de se retirer de Qatargas en 1992 projetait de récupérer ses positions prises par la firme américaine Mobil. La Jordanie une créature de la Grande Bretagne lui prêta main forte en dépêchant près de 600 militaires et du matériel de guerre pour soutenir le putschiste, le propre fils de l'Emir, en verrouillant la frontière empêchant ainsi tout renfort au prince régnant. L'intervention jordanienne a constitué un cas flagrant d'ingérence étrangère, mais n'a jamais été dénoncée dans la mesure où elle servait les intérêts anglo saxons. Songeons à la tempête qui s'est déchaînée contre la Syrie, dix ans plus tard, au moment de l'attentat contre Rafic Hariri en février 2005.
3. L'Hôtel Lambert est situé à la proue de l'île Saint-Louis. Ses plans ont été dessinés par Louis Le Vau, maître d'oeuvre de Vaux-le-Vicomte. Anciennement propriété de la famille Rothschild, il a notamment abrité le couple mythique du cinéma français de la décennie 1960, Henri Vidal -Michèle Morgan.
4. «La face cachée de reporters sans frontières. De la CIA aux Faucons du Pentagone»- Editions Aden de Maxime Vivas



René Naba : Ancien responsable du monde arabo-musulman au service diplomatique de l'Agence France Presse, ancien conseiller du Directeur Général de RMC/Moyen orient, chargé de l'information, est l'auteur notamment des ouvrages suivants : —« Liban: chroniques d'un pays en sursis » (Éditions du Cygne); « Aux origines de la tragédie arabe »- Editions Bachari 2006.; « Du bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français »- Harmattan 2002. « Rafic Hariri, un homme d'affaires, premier ministre » (Harmattan 2000); « Guerre des ondes, guerre de religion, la bataille hertzienne dans le ciel méditerranéen » (Harmattan 1998); « De notre envoyé spécial, un correspondant sur le théâtre du monde », Editions l'Harmattan Mai 2009.

La source originale de cet article est [Le blog de René Naba](#)

Copyright © [René Naba](#), [Le blog de René Naba](#), 2010

Articles Par : [René Naba](#)

A propos :

Journaliste-écrivain, ancien responsable du Monde arabo musulman au service diplomatique de l'AFP, puis conseiller du directeur général de RMC Moyen-Orient, responsable de l'information, membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme et de l'Association d'amitié euro-arabe. Auteur de "L'Arabie saoudite, un royaume des ténèbres" (Golias), "Du Bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français" (Harmattan), "Hariri, de père en fils, hommes d'affaires, premiers ministres (Harmattan), "Les révolutions arabes et la malédiction de Camp David" (Bachari), "Média et Démocratie, la captation de l'imaginaire un enjeu du XXI^{me} siècle (Golias). Depuis 2013, il est membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme (SIHR), dont le siège est à Genève et de l'Association d'amitié euro-arabe. Depuis 2014, il est consultant à l'Institut International pour la Paix, la Justice et les Droits de l'Homme (IIPJDH) dont le siège est à Genève. Depuis le 1er septembre 2014, il est

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca